

Strasbourg, 21 octobre 2021

CAHAI-PDG(2021)PV4

**COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)  
GROUPE D'ÉLABORATION DES POLITIQUES  
(CAHAI-PDG)**

**6<sup>e</sup> réunion en ligne  
11-12 octobre 2021**

---

**Rapport abrégé**

---

Préparé par le secrétariat

[www.coe.int/cahai](http://www.coe.int/cahai)

## **1. Ouverture de la réunion**

1. M. Gregor Stojin, président du CAHAI, a ouvert cette 6<sup>ème</sup> réunion du CAHAI-PDG en félicitant le groupe de travail pour ses travaux relatifs à l'analyse de l'impact des applications de l'IA sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, ainsi qu'à l'utilisation de l'IA dans le secteur public.
2. Il a souligné qu'étant donné qu'il s'agit de la dernière réunion du CAHAI-PDG, il est temps de se concentrer sur le produit final pour le CAHAI. Dans le cas du CAHAI-PDG, il s'agit du chapitre sur l'analyse d'impact préparé par le Secrétariat sur la base des résultats des discussions tenues au sein du CAHAI-PDG et de ses sous-groupes de travail.
3. M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - Action contre la criminalité, Conseil de l'Europe, a poursuivi la session d'ouverture en soulignant l'énorme travail accompli jusqu'à présent par le CAHAI-PDG sur l'analyse de l'impact des applications de l'IA sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, particulièrement étant donné que toutes les réunions ont jusqu'à présent eu lieu en ligne.
4. Il a souligné que le chapitre sur l'analyse d'impact serait une partie cruciale de tout futur instrument et qu'il est de la plus haute importance que, pendant ces deux jours, le groupe de travail se concentre sur la finalisation de ses travaux.
5. M. Kleijssen a également attiré l'attention du groupe de travail sur le point de l'ordre du jour concernant l'examen du document sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (HUDERIA) préparé par l'Institut Alan Turing à la demande du Secrétariat. Il a souligné que, bien que le groupe soit invité à discuter et à prendre note du document, il n'est pas prévu qu'il soit adopté ou autrement approuvé par le CAHAI-PDG.

## **2. Adoption de l'ordre du jour**

6. Le Secrétariat a informé le groupe qu'il a demandé la préparation de ce document dans le but de faire avancer les travaux du CAHAI-PDG et de stimuler le débat. Il a réitéré que le document est simplement un document de référence et que le CAHAI-PDG n'est pas censé l'adopter.
7. L'ordre du jour a ensuite été adopté.

## **3. Examen du document sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (HUDERIA) préparé par l'Institut Alan Turing, suivi de discussions**

8. M. David Leslie (Royaume-Uni), membre du Bureau du CAHAI, a présenté le document intitulé « Human Rights, Democracy, and the Rule of Law Assurance Framework (HUDERAF) for AI Systems », préparé par l'Institut Alan Turing à la demande du Secrétariat du CAHAI. Il a expliqué que les propositions présentées dans le document sont basées sur le travail du sous-groupe de travail 1 du PDG, dans le but de rendre opérationnelle l'ébauche d'un modèle d'analyse d'impact sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (HUDERIA). M. Leslie a souligné qu'en tant que document vivant, il est destiné à être édité et modifié en fonction des développements futurs.
9. Après une discussion fructueuse sur les différents aspects du document (y compris la méthodologie, les différentes spécificités de l'approche HUDERIA en ce qui concerne l'impact des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, le rôle et l'engagement des parties prenantes, la coordination des différentes phases du cycle de vie de l'algorithme),

il a été convenu que bon nombre des idées fournies pourraient être prises en compte dans les discussions sur le chapitre XII sur l'analyse d'impact comme source d'inspiration pour les débats.

10. Le président du CAHAI-PDG, M. Wolfgang Teves (Allemagne), a remercié l'Institut Alan Turing pour le travail important qu'il a accompli en préparant un modèle aussi complet.
11. Le CAHAI-PDG a pris note du document et a décidé d'inclure son résumé dans le rapport de réunion en tant qu'annexe. En fonction du futur mandat du comité qui remplacera le CAHAI, il a été convenu qu'il serait possible de développer davantage les idées contenues dans le document.

#### **4. Bref synthèse par le Secrétariat des discussions tenues au sein du CAHAI-PDG au sujet de l'intelligence artificielle dans le secteur public**

12. Le PDG a examiné un document présentant un résumé des discussions tenues au sein du groupe de travail sur l'intelligence artificielle dans le secteur public, préparé par le Secrétariat.
13. Les délégations ont discuté de la terminologie et de la question de savoir si l'intelligence artificielle dans le secteur public devrait être traitée dans un instrument transversal ou plutôt faire partie d'une approche plus sectorielle. Le Secrétariat a souligné que la discussion sur le choix d'une approche transversale ou sectorielle devrait être laissée au Comité des Ministres qui prendra la décision finale.
14. Les thèmes du contrôle humain ainsi que le droit d'être informé lors de l'interaction avec un système d'IA et le droit d'interagir alternativement avec un être humain lorsqu'il peut y avoir de graves conséquences pour l'utilisateur ont été jugés particulièrement importants.
15. Le CAHAI-PDG a également souligné le fait que tout système d'IA utilisé dans le secteur public soulèvera certaines questions relatives aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit, et qu'il est donc important d'accorder une attention particulière à l'utilisation des systèmes d'IA dans ce domaine.
16. Le Groupe a décidé que la référence à l'égalité des sexes devrait être étendue à d'autres formes de discrimination et que la mention d'autres groupes vulnérables devrait être étendue à toute personne affectée négativement par le système.
17. Concernant les registres publics, il a été mentionné qu'ils devraient être complétés, entre autres, par des informations sur l'objectif, les acteurs impliqués, le modèle et l'analyse d'impact.
18. Il a été décidé que cet important document sur l'utilisation de l'IA dans le secteur public pourrait être incorporé dans le document sur les Eléments en tant que chapitre XIII.
19. Le CAHAI-PDG a approuvé à l'unanimité le document avec les modifications convenues au cours de la réunion et a chargé le Secrétariat de l'insérer dans le document sur les Eléments en tant que nouveau chapitre XIII et de le soumettre au CAHAI pour finalisation lors de sa prochaine et dernière réunion plénière (30 novembre - 2 décembre 2021). Après la réunion, le représentant de la Fédération de Russie a informé le Secrétariat que sa délégation ne pouvait néanmoins pas soutenir l'inclusion du document en tant que chapitre XIII.

## **5. Examen des éléments du chapitre XII, Analyse d'impact, du document intitulé "Éléments possibles d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit", tel que préparé par le secrétariat**

20. Le CAHAI-PDG a examiné les éléments pour le chapitre XII sur l'analyse d'impact du document sur les Eléments. Le coprésident du CAHAI-PDG, M. Zoltan Turbek (Hongrie), a souligné l'importance d'assurer le lien entre les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. En outre, il a souligné que le document doit être court et concis.
21. Une discussion a eu lieu sur l'utilisation du terme "proxies" et il a été convenu qu'une clarification est nécessaire. En particulier lorsqu'il s'agit de démocratie, il peut être difficile de savoir quelles normes sont applicables.
22. Le groupe a convenu que le besoin de transparence est primordial et que les exigences de transparence peuvent contribuer à déterminer si un système d'IA doit être soumis à une analyse d'impact, et dans quelle proportion.
23. Une discussion a eu lieu sur la manière dont le niveau de risque sera analysé et sur les risques qui sont pertinents. La nécessité de fournir une méthodologie pour les risques faibles, moyens et élevés a été soulignée.
24. L'utilisation d'un système d'IA à de nouvelles fins a été explorée, en particulier en ce qui concerne quelle dimension de la réutilisation devrait être réévaluée pour les risques. Le groupe de travail a convenu que cela dépend de la nouvelle finalité du système d'IA et qu'une analyse des risques est nécessaire lorsqu'un système d'IA est utilisé à des fins nouvelles ou différentes ou dans un contexte nouveau ou différent.
25. Il a été convenu que l'engagement des parties prenantes est essentiel et qu'il existe une différence entre les parties prenantes et les titulaires de droits, ce qui devrait être reflété dans le texte, ainsi que la reconnaissance que dans certains contextes, les parties prenantes sont simplement des membres de la société.
26. Certaines délégations ont proposé de laisser au niveau national la responsabilité de définir les éléments de l'analyse d'impact. Toutefois, la majorité du groupe de travail s'est déclarée en désaccord avec cette approche.
27. Le CAHAI-PDG a approuvé à l'unanimité le projet de texte du chapitre XII avec les modifications convenues au cours de la réunion et a chargé le Secrétariat de le soumettre au CAHAI pour finalisation lors de sa prochaine et dernière réunion plénière (30 novembre - 2 décembre 2021). Après la réunion, le représentant de la Fédération de Russie a informé le Secrétariat que sa délégation ne pouvait néanmoins pas approuver le texte du chapitre XII.

## **6. Approbation des éléments HUDERIA pour le chapitre XII**

28. Il a été convenu que la version mise à jour, y compris les chapitres XII et XIII, du document sur les Eléments (CAHAI-LFG (2021)10) sera présentée à la plénière du CAHAI pour être finalisée et approuvée avant d'être transmise au Comité des Ministres comme l'un des principaux livrables du CAHAI, avec l'Etude de faisabilité soumise l'année dernière, et qu'il remplit donc son mandat.

## **7. Toute autre question**

29. M. Turbek a informé les membres du PDG de la conférence multipartite de haut niveau coorganisée par la présidence hongroise du Comité des Ministres et la Conseil de l'Europe le 26 octobre 2021, en format virtuel, sur le thème des « Défis actuels et futurs des politiques coordonnées en matière de réglementation de l'IA » (<https://www.coe.int/fr/web/artificial-intelligence/ai-conference-current-and-future-challenges>).

30. Aucune autre question n'a été soulevée sous ce point.

## **8. Remarques de clôture par Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance**

31. Mme Luciani a félicité le CAHAI-PDG pour sa réunion très productive. Elle a souligné que la tâche du groupe de travail est de fournir le meilleur travail possible, avec des documents de qualité finalisés dans les délais impartis. Elle a ajouté que, pour atteindre cet objectif, les groupes de travail du CAHAI devraient veiller à maintenir une atmosphère respectueuse à tout moment et à mener leurs travaux dans un esprit de respect mutuel, ce qui est propice à la production de résultats de la plus haute qualité.

32. M. Teves a également remercié tous ceux qui ont contribué à cette réunion fructueuse.

## ANNEXE I – ORDRE DU JOUR

lundi, 11 octobre 2021		
9h30		<b>1. Ouverture de la réunion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Gregor Strojín, président du CAHAI ;</li> <li>• M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information- Action contre la criminalité, Conseil de l'Europe ;</li> <li>• Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe</li> </ul>
9h45	<a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV1rev.</a> <a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV2</a> <a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV3</a>	<b>2. Adoption de l'ordre du jour</b>
10h	<a href="#">CAHAI-PDG(2021)09</a> <a href="#">Human Rights, Democracy, and the Rule of Law Assurance Framework for AI Systems</a> (en anglais) <i>* Attention : ce document compte 355 pages</i>	<b>3. Examen du document sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (HUDERIA) préparé par l'Institut Alan Turing, suivi de discussions</b>
12h		<b>Pause déjeuner</b>
14h30	CAHAI-PDG(2021)07 (restreint)	<b>4. Bref synthèse par le Secrétariat des discussions tenues au sein du CAHAI-PDG au sujet de l'intelligence artificielle dans le secteur public</b>
15h30	CAHAI-LFG(2021)10 (restreint) CAHAI-PDG(2021)08 (restreint)	<b>5. Examen des éléments du chapitre XII, Analyse d'impact, du document intitulé "Éléments possibles d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit", tel que préparé par le secrétariat</b>
17h		<b>Fin du premier jour</b>

**mardi, 12 octobre 2021**

9h30		<b>5. [suite] Examen des éléments du chapitre XII, Analyse d'impact, du document intitulé "Éléments possibles d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit", tel que préparé par le secrétariat</b>
12h		<b>Pause déjeuner</b>
14h30		<b>5. [suite] Examen des éléments du chapitre XII, Analyse d'impact, du document intitulé "Éléments possibles d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit", tel que préparé par le secrétariat</b>
16h30		<b>6. Approbation des éléments HUDERIA pour le chapitre XII</b>
16h45		<b>7. Toute autre question</b>
16h50		<b>8. Remarques de clôture par M. Patrick Penninckx, Chef du Service de la société de l'information</b>
17h		<b>Fin de la réunion</b>

## ANNEXE II – LISTE DES PARTICIPANTS

### MEMBERS OF THE POLICY DEVELOPMENT GROUP / MEMBRES DU GROUPE D'ELABORATION DES POLITIQUES

#### BELGIUM / BELGIQUE HERZEGOVINE

---

**Ms Peggy VALCKE** – Vice-Chair of the CAHAI / vice-présidente du CAHAI and/et Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Présidente du CAHAI-LFG  
Professor of Law and Technology, Faculty of Law at the KU Leuven / Professeur de droit et de technologie, Faculté de droit à la KU Leuven

#### BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE

---

**Mr Dag DZUMRUKCIC**, Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères

#### BULGARIA / BULGARIE

---

**Ms Totka CHERNAEVA** - Head of European Programs and Projects Unit Information Technology Directorate / Chef de l'unité "Programmes et projets européens" Direction des technologies de l'information

#### ESTONIA / ESTONIE

---

**Ms Siiri AULIK** - Adviser, Public Law Division, Ministry of Justice / Conseillère, division du droit public, Ministère de la justice

#### GERMANY / ALLEMAGNE

---

**Mr Wolfgang TEVES** – Chair / Président

Head of Division for Digital Strategy; Key Policy Issues of the Information Society, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / Chef de la Division de la stratégie numérique, questions politiques clés de la société de l'information, ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs

**Ms Lena Kristina HOCKE**, Senior Lecturer, Unit Digital Strategy, Fundamental Issues of the Information Society / LL.M. maître de conférences, unité stratégie numérique, questions fondamentales de la société de l'information

#### GREECE / GRECE

---

**Mr Konstantinos SFIKAS** - Executive, Department of Open Governance and Transparency / Exécutif, Service de la gouvernance ouverte et de la transparence

#### HUNGARY / HONGRIE

---

**Mr Zoltán TURBÉK** – Co-Chair / Co-Président

Director, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / Directeur, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce

## IRELAND / IRLANDE

---

**Mr Fiachra BYRNE** - Justice Attaché, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe / Attaché de justice, Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe

## NETHERLANDS / PAYS-BAS

---

**Mr Sander MUL** - Senior Policy Adviser, Ministry of Justice and Security / Conseiller politique principal, Ministère de la justice et de la sécurité

**Mr Michael VOS**, Senior Policy Advisor, AI Policy Team, Ministry of Justice and Security / Conseiller politique principal, équipe chargée de la politique d'AI, Ministère de la justice et de la sécurité

## POLAND / POLOGNE

---

**Mr Robert KROPLEWSKI** - Plenipotentiary of the Minister of Digitization for the Information Society, Ministry of Digitization / Plénipotentiaire du ministre de la numérisation pour la société de l'information, Ministère de la numérisation

## RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

---

**Mr Andrey KULESHOV** - Advisor on International Cooperation and Coordination at the Centre for AI Science and Technology, Moscow Institute of Physics and Technology / Conseiller en matière de coopération et de coordination internationales au Centre pour la science et la technologie de l'IA, Institut de physique et de technologie de Moscou

**Mr Konstantin KOSORUKOV** - Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe / Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

**Ms Maria ALEEVA**, Vice-head of the Division of Institutions of Innovation Infrastructure at the Department for Strategic Development and Innovation at the Ministry of Economic Development of the Russian Federation / Vice-head of the Division of Institutions of Innovation Infrastructure at the Department for Strategic Development and Innovation at the Ministry of Economic Development of the Russian Federation

**Mr Kirill GEVORGYAN** - Expert, Analytical Center for the Government of the Russian Federation / Expert, Centre d'analyse pour le gouvernement de la Fédération de Russie

## SLOVAKIA / SLOVAQUIE

---

**Ms Barbora ŠIKUTOVA** - Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations, Ministry of Justice / Juriste expert, Section du droit international, Service des affaires européennes et des relations extérieures, Ministère de la justice

## SLOVENIA / SLOVÉNIE

---

**Mr Gregor STROJIN** – Chair of the CAHAI / Président du CAHAI  
Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / Conseiller du Président, Cour suprême de la République de Slovénie

## **SPAIN / ESPAGNE**

---

**Mr Ricardo SANZ** - Professor of Systems and Autonomous Engineering in the Technical University of Madrid, Researcher of the joint centre CSIC-UPM on Autonomous Systems and Robotics / Professeur d'ingénierie des systèmes et d'ingénierie autonome à l'Université technique de Madrid, chercheur du centre commun CSIC-UPM sur les systèmes autonomes et la robotique

## **SWITZERLAND / SUISSE**

---

**Mr Thomas SCHNEIDER** Apologised / Excusé

Ambassador, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications, Deputy Director, Federal Office of Communications, Head of International Relations / Ambassadeur, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Vice-Directeur, Office fédéral de la communication, Chef Relations internationales

**Ms Livia WALPEN** - Senior Policy Advisor International Relations, Swiss Federal Office of Communication (OFCOM), Swiss Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications (DETEC) / Conseiller politique principal en relations internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM), Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)

## **TURKEY / TURQUIE**

---

**Ms G. Benan AKBAS** - EU Expert, Directorate General for EU and Foreign Affairs, Ministry of Science and Technology / Expert de l'UE, Direction générale des affaires européennes et étrangères, Ministère de la science et de la technologie

**Ms Zümrüt MÜFTÜOĞLU** - Expert, Presidency of the Republic of Turkey – Digital Transformation Office / Expert, Présidence de la République de Turquie – Bureau de la transformation numérique

## **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

---

**Ms Damini SATIJA** - Senior Policy Advisor at the Centre for Data Ethics and Innovation / Conseiller politique principal au Centre pour l'éthique des données et l'innovation

**Mr Christopher THOMAS** - Policy Advisor in the AI Assurance team / Conseiller politique dans l'équipe AI Assurance

**Mr David LESLIE** - Research Team Leader in Data Ethics, Governance and Regulation of Digital Technologies, Applied Ethics of Artificial Intelligence, and AI and Society, The Alan Turing Institute / Chef d'équipe de recherche en éthique des données, gouvernance et réglementation du numérique Technologies, éthique appliquée de l'intelligence artificielle, IA et société, l'institut Alan Turing

## **PARTICIPANTS**

### **Council of Europe bodies and institutions / Organes et institutions du Conseil de l'Europe**

## **CONFERENCE OF INGOS / CONFÉRENCE DES OING**

---

**Ms Francesca FANUCCI** - Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law, Netherlands / Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non lucrative, Pays-Bas

**Mr Didier SCHRETTER** - Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)

#### **CULTURAL SUPPORT FUND (EURIMAGES) / FONDS CULTUREL (EURIMAGES)**

---

**Mr Thierry HUGOT**, Financial Analyst, Eurimages Secretariat, / Analyste financier, Secrétariat d'Eurimages

#### **CONSULTATIVE COMMITTEE – DATA PROTECTION / COMITE CONSULTATIF- PROTECTION DES DONNEES (T-PD)**

---

**Mr Alessandro MANTELERO** - Associate Professor at Politecnico di Torino - Tongji University / Professeur associé au Politecnico di Torino – Université Tongji

#### **EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE (CDDG) / COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)**

---

**Mr Peter ANDRE** - Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior, Austria, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology / Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche, Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie

**Ms Judith ORLAND** - Programme Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat / Responsable du programme Démocratie et AI, Division de la gouvernance démocratique, Secrétariat du CDDG

#### **GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'EGALITE DE GENRE**

---

**Ms Käthlin SANDER** - Head of Gender Equality Policy, Equality Policies Department, Ministry of Social Affairs, Estonia / Responsable de la politique d'égalité entre les sexes, département des politiques d'égalité, ministère des affaires sociales, Estonie

**Mme Cécile GREBOVAL** - Programme Manager Gender Mainstreaming et Gender Equality Advisor, / Responsable de programme, Gender Mainstreaming, Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

#### **European Union and Observers from International Organisations / Union européenne et Observateurs des Organisations Internationales**

#### **EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

---

**Mr Eike GRAEF** - Policy officer, Directorate-General for Justice and Consumers, Directorate C : Fundamental Rights and Rule of Law, Unit C.2: Fundamental rights policy, European Commission / Responsable des politiques, Direction générale de la justice et des consommateurs, Direction C : Droits fondamentaux et de l'état de droit, Unité C.2: Politique des droits fondamentaux, Commission européenne

**Ms Yordanka IVANOVA** - Legal and Policy Officer, Directorate-General for Communications Networks, Content and Technology (DG CNECT), European Commission / Conseiller juridique et politique, Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CNECT)

**EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTROLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (CEPD)**

---

**Mr Stefano LEUCCI** - Technology and legal officer, Technology and Privacy Unit / Agent de la technologie et du droit, Unité Technologie et Vie privée

**Mr Xabier LAREO** - Technology and security officer, Technology and Privacy unit / Agent de la technologie et de la sécurité, unité Technologie et vie privée

**OBSERVERS/OBSERVATEURS**

**Observer States to the CAHAI / Etats observateurs au CAHAI**

**ISRAEL / ISRAEL**

---

**Mr Cedric Yehuda SABBAH** - Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Israel / Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), Ministère de la Justice, Israël

**MEXICO**

---

**Dr. Jorge Arturo CERRIO HERRAN** – Professor, Autonomous Technological Institute of Mexico (ITAM) / Professeur, Institut Technologique Autonome de Mexique (ITAM)

**OBSERVERS ADMITTED TO THE CAHAI / OBSERVATEURS ADMIS AU CAHAI**

**Council of Europe partner Internet companies / Entreprises internet partenaires du Conseil de l'Europe**

**TELEFONICA**

---

**Mr Pablo BARRIONUEVO** - Manager, Public Policy & Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

**Ms Isabel Maria ALVARO ALONSO** – Trainee / Stagiaire

**Civil Society Organisations, other private sector and academic actors relevant to the work of the CAHAI / Organisations de la Société civile, autres acteurs du secteur privé et académique, concernés par les travaux du CAHAI**

**ALGORITHMWATCH PLATFORM**

---

**Ms Angela MÜLLER** - Senior Policy & Advocacy Manager / Responsable principal de la politique et du soutien aux intérêts

**Ms Nikolett ASZODI** - Junior Policy & Advocacy Manager at AlgorithmWatch / Responsable junior de la politique et du plaidoyer chez AlgorithmWatch

**EUROPEAN ASSOCIATION OF DATA PROTECTION PROFESSIONALS (EADPP)**

---

**Mr Constantinos TSIOURTOS** - Advisor to the Chair / Conseiller de la présidence

## EEEE

---

**Mr Robert RANQUET** - Vice President Public Affairs – AI / Vice-président des affaires publiques - IA EEEI  
Global Partners

## GLOBAL PARTNERS DIGITAL

---

**Mr Richard WINGFIELD**, Head of Legal / Chef des affaires juridiques

## HOMODIGITALIS

---

**Mr Eleftherios CHELIOUDAKIS** - Co-founder and Secretary of the Board of Directors / Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration

## ISTANBUL BAR ASSOCIATION

---

**Mr Kemal KUMKUMOGLU**, Lawyer, Member of AI Working Group of IT Law Commission of the Istanbul Bar Association / Avocat, Membre du groupe de travail sur l'IA de la commission du droit des TI du barreau d'Istanbul

**Ms Selin ÇETIN**, Coordinator of the AI Working Group, IT Law Commission / Coordinateur du groupe de travail sur l'IA, Commission du droit des technologies de l'information

**Dr Barış ERMAN**, Academician from Yeditepe University / Académicien de l'université de Yeditepe

**Atty. Tuğçe Duygu KÖKSAL**, Head of Istanbul Bar Association- Centre of Human Rights / Chef de l'Association du Barreau d'Istanbul - Centre des Droits de l'Homme

**Atty. Cenk KONUKBAY**, Vice-Chairman of Istanbul Bar Association- Centre of Human Rights / Vice-président de l'Association du Barreau d'Istanbul - Centre des Droits de l'Homme

**Ms Dila AY**, trainee of AI Working Group of Istanbul Bar Association / stagiaire du groupe de travail AI de l'Association du Barreau d'Istanbul

## INDEPENDENT EXPERTS / EXPERTS INDEPENDANTS

**Ms Nathalie SMUHA** - Researcher - Department of International & European Law, KU Leuven, Member of the OECD Network of Experts on AI (ONE AI), Former Coordinator of the EC High-Level Expert Group on AI, Belgium / Chercheur - Département de droit international et européen, KU Leuven, membre du réseau d'experts de l'OCDE sur l'IA (ONE AI), ancien coordinateur du groupe d'experts de haut niveau de la CE sur l'IA, Belgique

**Lord Tim CLEMENT-JONES**, Co-Chair All-Party Parliamentary Group on AI & Former Chair, House of Lords Select Committee on AI / Co-président du groupe parlementaire multipartite sur l'IA et ancien président de la commission spéciale de la Chambre des Lords sur l'IA

## **SECRETARIAT GENERAL OF THE COUNCIL OF EUROPE**

### **DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)**

**Mr Jan KLEIJSEN** - Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe

**Mr Patrick PENNINGCKX** - Head of Department, Information Society Department / Chef du Service, Service de la société de l'information

### **DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)**

**Ms Claudia LUCIANI** – Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

### **SECRETARIAT OF THE CAHAI / SecrÉTARIAT DU CAHAI**

**Mr Kristian BARTHOLIN**  
Secretary to the CAHAI / Secrétaire du CAHAI

**Ms Lucy ANCELIN** - Assistant to the CAHAI /  
Assistante du CAHAI

**Ms Louise RIONDEL**  
Co-Secretary to the CAHAI / Co-Secrétaire du  
CAHAI

**Ms Claire ROBINS** - Secretariat, Counter-  
terrorism division / Secrétariat, Division Anti-  
terrorisme

**Mr Aleksandr TIULKANOV** – Special advisor on  
digital developments / Conseiller spécial sur les  
développements numériques

**Ms Geisa CONCEICAO CIPRIANI** - Digital  
Development Unit Trainee / Stagiaire de l'unité de  
développement numérique

\*\*\*

### **INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

**Ms Julia TANNER**

**M. Didier JUNGLING**